

ADMINISTRATION
DE
L'ENVIRONNEMENT
Division des Déchets

Luxembourg, le 29 MARS 2000

18		
RECYMA S.A.		
Reçu le: 10-04-2000		
		PF

RECYMA S.A.,
a.m. M. R. COOS
7, rue Alcide de Gasperi
L-1615 LUXEMBOURG

Votre réf.:
Nbre réf.: 021/2000/PM

Concerne: Votre recours gracieux introduit en date du 29 novembre 1999 auprès du Ministère de l'Environnement contre l'arrêté ministériel 98/PD/02, délivré en date du 22 octobre 1999 en vertu de la loi modifiée du 17 juin 1994 relative à la prévention et à la gestion des déchets et couvrant l'aménagement et l'exploitation d'un centre de gestion pour déchets inertes près de Hosingen;

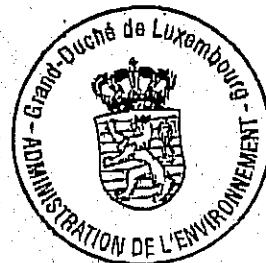
Monsieur,

J'ai l'honneur de vous transmettre par la présente l'arrêté ministériel N° 98/PD/02-01 modifiant l'arrêté ministériel 98/PD/02 délivré en date du 22 octobre 1999 en vertu de la loi modifiée du 17 juin 1994 relative à la prévention et à la gestion des déchets prenant en considération les remarques formulées dans votre recours gracieux tel que repris sous rubrique.

Veuillez croire, Monsieur, à l'expression de ma parfaite considération.


Philippe MOMPER
Ingénieur technique principal

Copie: Service des établissements classés M, C, Peters



GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Luxembourg, le

29 MARS 2000

MINISTÈRE
DE
L'ENVIRONNEMENT

Autorisation N° 98/PD/02-01

29 MARS 2000		
RECYMA S.A.		
Reçu le: 10-04-2000		
		PF

LE MINISTRE DE L'ENVIRONNEMENT

Vu la loi modifiée du 17 juin 1994 relative à la prévention et à la gestion des déchets;

Vu la loi du 21 avril 1993 relative à l'agrément de personnes physiques ou morales privées ou publiques, autres que l'Etat pour l'accomplissement de tâches techniques, d'études et de vérification dans le domaine de l'environnement;

Vu la circulaire ministérielle du 20 novembre 1998 portant introduction d'une nomenclature des déchets;

Vu l'arrêté ministériel N° 98/PD/02 du 22 octobre 1999 autorisant la société RECYMA S.A. à procéder à l'aménagement et à l'exploitation d'un centre régional de gestion de déchets inertes, sur un fonds sis à Hosingen et inscrit au cadastre de la commune de Hosingen, section "B" de Hosingen, aux lieux-dits "Im Keller"- "Auf dem Grewenbüsch"- "Jeichengründchen"- "Auf den Jeichen"- "Hinter den Pehlen"- "Bei den Happerdieren";

Vu le recours gracieux introduit en date du 29 novembre 1999 par la société RECYMA S.A. auprès du Ministère de l'Environnement contre l'arrêté ministériel 98/PD/02;

Vu les remarques formulées contre la disposition 2) du chapitre 7.3.2. de l'article 1^{er} de l'arrêté 98/PD/02;

Considérant que le plan national de gestion de déchets est actuellement en cours d'élaboration, que dès lors il n'existe pas encore dans une version déclarée obligatoire;

Considérant qu'en application de l'article 6 de la loi modifiée du 17 juin 1994 relative à la prévention et à la gestion des déchets les transferts de déchets devront être conformes au plan national de gestion de déchets dès qu'il sera de rigueur même si ceci n'est pas explicitement mentionné dans l'arrêté ministériel incriminé;

Considérant que la phrase contestée n'apporte effectivement pas de précision à la situation légale telle qu'elle existe actuellement;

Que dès lors il peut être donné suite à la requête de l'exploitant de modifier le point 2) du chapitre 7.3.2. de l'arrêté ministériel 98/PD/02;



Autorisation N° 98/PD/02-01

ARRÊTE:

Article 1: L'arrêté ministériel N° 98/PD/02 délivré en date du 22 octobre 1999 en vertu de la loi modifiée du 17 juin 1994 relative à la prévention et à la gestion des déchets est modifié comme suit:

La disposition 2) du chapitre 7.3.2. est abrogée et modifiée comme suit:

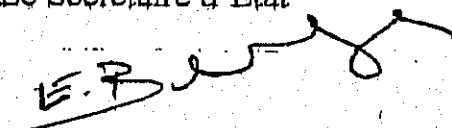
7.3.2. CONDITIONS CONCERNANT LES TRANSFERTS DES DECHETS RESIDUELS

- 2) Dans toute la mesure du possible, les déchets doivent être transférés vers des installations situées au Luxembourg, soit être traités sur place moyennant une installation mobile dûment autorisée. Une exportation de déchets n'est concevable que pour les déchets pour lesquels il n'existe pas d'installations de valorisation ou d'élimination au Luxembourg.

Article 2: Le présent arrêté est notifié par lettre recommandée avec avis de réception à qui de droit conformément à la loi modifiée du 17 juin 1994 relative à la prévention et à la gestion des déchets.

Article 3: Contre la présente décision d'autorisation un recours peut être interjeté auprès du Tribunal administratif. Ce recours doit être introduit sous peine de déchéance dans un délai de 40 jours à partir de la notification de la présente décision, par un avocat à la cour.

Pour le Ministre de l'Environnement,
Le Secrétaire d'Etat



Eugène BERGER

